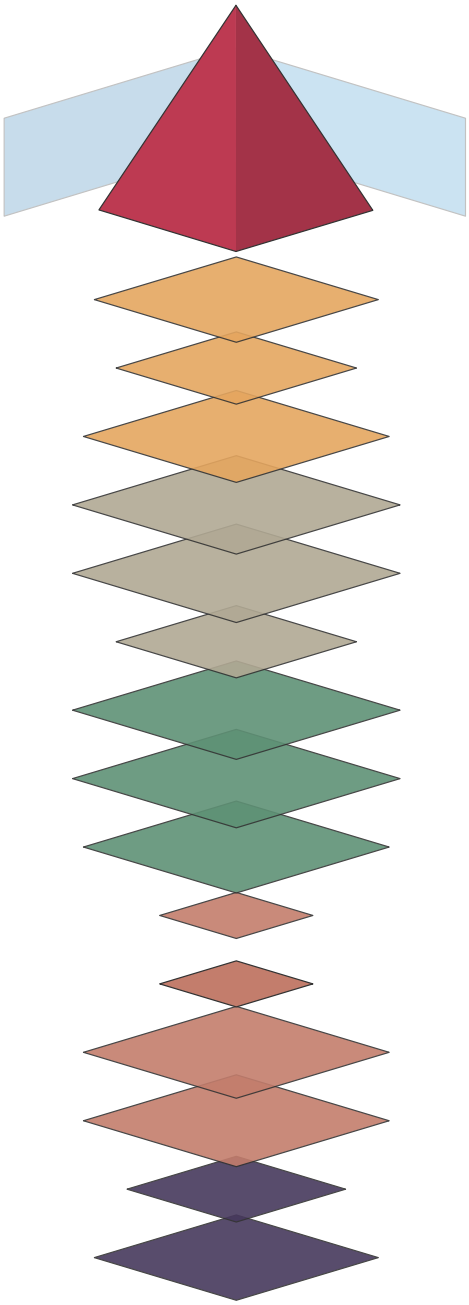
INDICE MONDIAL DU CRIME ORGANISÉ

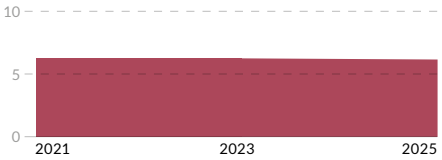
GLOBAL INITIATIVE AGAINST TRANSNATIONAL ORGANIZED CRIME

CAMEROUN



6.18 ↘0.09
SCORE DE CRIMINALITÉ

47e sur 193 pays ↘10
13e sur 54 pays africains ↘3
3e sur 11 pays d'Afrique centrale -



MARCHÉS CRIMINELS 6.27 ↗0.04

TRAITE DES PERSONNES	6.50 0.00
TRAFIC D' ÊTRES HUMAINS	5.50 0.00
RACKET D' EXTORSION ET CHANTAGE À LA PROTECTION	7.00 ↗1.00
TRAFIC D' ARMES	7.50 0.00
COMMERCE DE PRODUITS DE CONTREFAÇON	7.50 0.00
COMMERCE ILLICITE DE BIENS DE CONSOMMATION SOUMIS À ACCISE	5.50 ↗0.50
CRIMINALITÉ LIÉE À LA FLORE	7.50 0.00
CRIMINALITÉ LIÉE À LA FAUNE	7.50 0.00
CRIMINALITÉ LIÉE AUX RESSOURCES NON RENOUVELABLES	7.00 ↘0.50
COMMERCE D' HÉROÏNE	3.50 ↘1.00
COMMERCE DE COCAÏNE	3.50 0.00
COMMERCE DE CANNABIS	7.00 0.00
COMMERCE DE DROGUES DE SYNTHÈSE	7.00 0.00
CRIMINALITÉ CYBERDÉPENDANTE	5.00 0.00
CRIMINALITÉ FINANCIÈRE	6.50 ↗0.50

ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ 6.10 ↘0.20

GROUPES DE TYPE MAFIEUX	3.50 ↘1.00
RÉSEAUX CRIMINELS	7.50 0.00
ACTEURS INTÉGRÉS À L' ÉTAT	8.50 ↗0.50
ACTEURS ÉTRANGERS	7.50 ↗0.50
ACTEURS DU SECTEUR PRIVÉ	3.50 ↘1.00

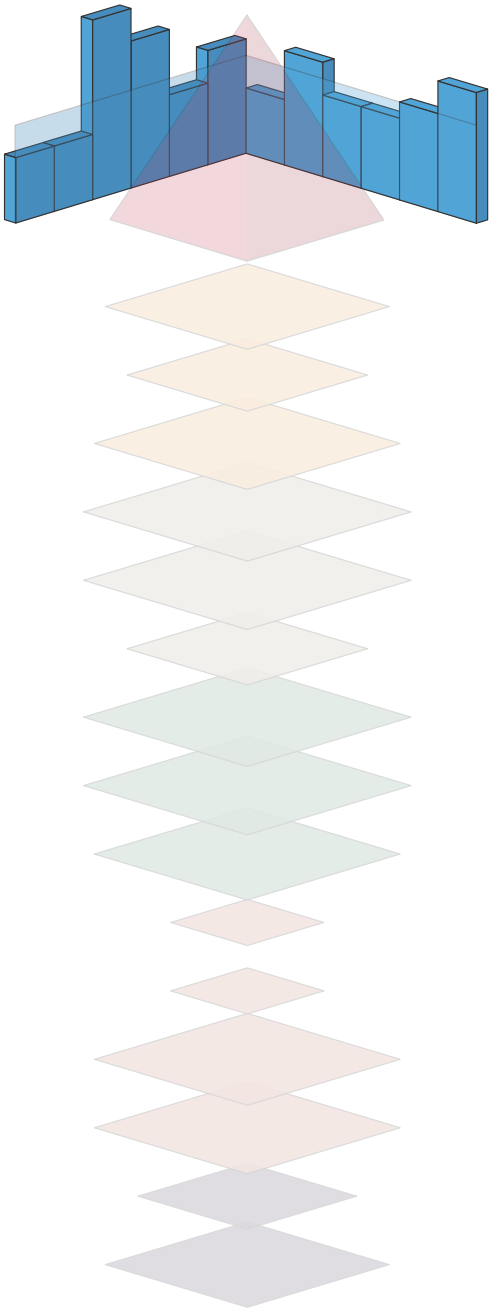
Ce projet a été financé en partie par une subvention du Département d'État des États-Unis

enact

Funded by the European Union

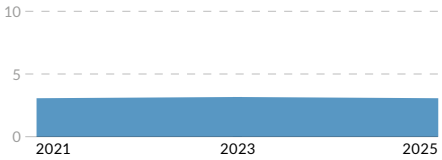
Le programme ENACT est financé par l'Union européenne et mis en œuvre par l'Institut d'études de sécurité et INTERPOL, en collaboration avec Global Initiative Against Transnational Organized Crime.

CAMEROUN



3.13 ↘0.04
SCORE DE RÉSILIENCE

162e sur 193 pays ↗3
36e sur 54 pays africains ↗2
5e sur 11 pays d'Afrique centrale ↗1



LEADERSHIP POLITIQUE ET GOUVERNANCE	2.00	0.00
TRANSPARENCE ET RESPONSABILITÉ DES GOUVERNEMENTS	2.00	↗0.50
COOPÉRATION INTERNATIONALE	5.50	0.00
POLITIQUES ET LÉGISLATIONS NATIONALES	4.50	0.00
SYSTÈME JUDICIAIRE ET DÉTENTION	2.50	0.00
FORCES DE L' ORDRE	3.50	↘0.50
INTÉGRITÉ TERRITORIALE	2.00	0.00
LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D' ARGENT	3.50	0.00
CAPACITÉ DE RÉGLEMENTATION ÉCONOMIQUE	2.50	0.00
SOUTIEN AUX VICTIMES ET AUX TÉMOINS	2.50	0.00
PRÉVENTION	3.00	↗0.50
ACTEURS NON ÉTATIQUES	4.00	↘1.00

Ce projet a été financé en partie par une subvention du Département d'État des États-Unis

enact

Funded by the European Union

Le programme ENACT est financé par l'Union européenne et mis en œuvre par l'Institut d'études de sécurité et INTERPOL, en collaboration avec Global Initiative Against Transnational Organized Crime.

CRIMINALITÉ

MARCHÉS CRIMINELS

PERSONNES

Le Cameroun est un pays source, de transit et de destination pour la traite des personnes, un phénomène exacerbé par l'instabilité économique et les conflits dans les régions de l'Extrême-Nord, du Sud-Ouest et du Nord-Ouest. Les trafiquants exploitent les groupes vulnérables, notamment les personnes déplacées, les réfugiés et les communautés marginalisées, en particulier dans les secteurs de l'extraction minière artisanale, de l'agriculture et de la pêche. Le travail des enfants, souvent induit par la pauvreté, est très répandu, et les disparitions d'enfants et le trafic de bébés sont liés à des réseaux criminels organisés. Des enfants originaires du Mali, du Burkina Faso, du Bénin et du Togo sont trafiqués vers le Cameroun pour être employés dans des exploitations agricoles dans les régions du Nord, de l'Ouest et du Nord-Ouest. Des stratagèmes de recrutement trompeurs attirent les victimes à l'étranger, en particulier en Asie de l'Ouest, en Europe et dans les pays africains voisins, notamment au Bénin et au Niger. Le golfe de Guinée est utilisé pour transporter des enfants trafiqués vers les exploitations agricoles de cacao en Côte d'Ivoire.

Le Cameroun est principalement un pays d'origine pour le trafic d'êtres humains, avec une activité croissante dans les centres urbains. Les opérations de trafic sont largement alimentées par des jeunes à la recherche d'opportunités à l'étranger, qui font souvent appel à des intermédiaires pour obtenir des documents de voyage frauduleux. On observe une tendance à la hausse du trafic de jeunes identifiés comme des footballeurs talentueux, en particulier dans les zones urbaines, tandis que les femmes vont fréquemment en Asie de l'Ouest, en Europe, aux États-Unis et dans d'autres pays africains. Ce type de trafic d'êtres humains comporte des risques importants de travail forcé ou d'exploitation sexuelle une fois que les victimes arrivent à destination. Bien que la violence liée au trafic soit limitée, l'instabilité pourrait accroître la demande auprès des passeurs parmi les populations déplacées. Le transit par plusieurs pays sur les routes de la Méditerranée occidentale et centrale, en particulier via la Libye, expose les migrants à des risques croissants d'exploitation et d'abus.

Les groupes armés, notamment la Province de l'État islamique en Afrique de l'Ouest, en particulier dans les régions anglophones et dans la région Nord du pays, recourent de plus en plus à l'extorsion, aux enlèvements et à la taxation des populations locales, notamment des pêcheurs, des agriculteurs et des éleveurs. Ces groupes imposent des restrictions sur le commerce et confisquent une part importante des revenus. La criminalité de rue est omniprésente dans les centres urbains, où l'intimidation et les menaces à la machette sont courantes. Les gangs de jeunes et les voyous intimident les habitants des grandes villes et leur extorquent de l'argent et des faveurs. Les sécessionnistes extorquent de l'argent aux civils aux barrages routiers dans tout le pays, et les anglophones sont les plus vulnérables à cette forme d'extorsion. Des changements localisés ont été observés dans les dynamiques de la criminalité, mais dans l'ensemble, les activités illicites continuent leur expansion et, de fait, leur impact sur la société s'accroît.

COMMERCE

Le Cameroun est un pays source, de transit et de destination pour le trafic d'armes, un marché criminel en pleine expansion, en particulier dans les zones touchées par la violence. Les flux illicites d'armes sont facilités par la porosité des frontières, notamment avec le Nigéria, mais impliquent aussi des armes provenant du Tchad et de la République centrafricaine (RCA), y compris des armes détournées des stocks militaires régionaux. Les stocks en circulation comprennent des armes anciennes et artisanales. Le trafic s'est intensifié à partir de 2012 en raison de l'implication de groupes armés dans la guerre d'Ambazonie, et la demande a atteint son pic en 2017 avec l'escalade du conflit. Les mesures de répression sont limitées et le marché illicite gagne en ampleur et en valeur économique, sous l'effet de l'instabilité régionale.

Le marché des produits de contrefaçon est présent dans tout le pays et se concentre à Douala, Yaoundé et Bafoussam. La prolifération des produits pharmaceutiques et des produits de marque contrefaits a affaibli les industries locales et réduit les recettes publiques. Des interventions ont permis d'atténuer les pertes dans certains secteurs, mais la porosité des frontières, la corruption et l'application limitée de la loi sont des facteurs déterminants. La production artisanale contribue à l'expansion du marché, tandis que les influences internationales et les contraintes internes entravent la mise en place d'une surveillance et d'une réponse efficaces. Le commerce illicite de biens de consommation soumis à accise tels que l'alcool, les cigarettes, le ciment et les produits alimentaires est très répandu, ce qui contribue à des pertes fiscales substantielles. Si le renforcement des contrôles dans les ports a permis de réduire quelque peu ce commerce, celui-ci a globalement pris de l'ampleur. Les réseaux de contrebande exploitent la faiblesse des mesures coercitives et les lourdes charges fiscales intérieures pour distribuer des marchandises provenant souvent des pays voisins. Bien que les données précises soient rares, des indicateurs tels que l'efficacité réduite des douanes, la faiblesse des systèmes de traçabilité et le contrôle limité des produits du tabac suggèrent des risques élevés.

ENVIRONNEMENT

Le trafic illégal de bois au Cameroun est très répandu, avec une implication croissante des réseaux nationaux et transnationaux. Des activités telles que l'exploitation forestière non autorisée, le blanchiment de bois et le détournement des permis d'exploitation sont courantes, souvent facilitées par les autorités locales et les négociants étrangers. Le bois, y compris les espèces en danger d'extinction, est récolté pour être exporté vers l'Asie et l'Europe. Le marché intérieur est principalement approvisionné par des canaux informels. Malgré les mesures prises pour lutter contre ces pratiques, la corruption généralisée compromet leur application. Ce commerce illicite est de plus en plus lucratif et organisé, exploitant les failles dans la gouvernance forestière.

Le trafic d'espèces sauvages est omniprésent et concerne notamment les crânes de singes, les écailles de pangolins, la viande de brousse, les primates vivants, les reptiles et l'ivoire d'éléphant. Ce commerce met en danger des espèces déjà en déclin et a contribué à des extinctions régionales. Des interventions ont réduit la disponibilité locale de certains produits, mais l'application de la loi est entravée par une corruption systémique et un suivi judiciaire insuffisant.

Des affaires récentes révèlent une augmentation du volume de ce commerce illicite, et les produits issus d'espèces sauvages transitent de plus en plus par le Cameroun depuis les pays voisins vers les marchés asiatiques. Ce commerce illicite est vaste en termes de portée et de valeur, et est souvent lié à la contrebande d'armes, à la traite des personnes, à la contrefaçon, au vol de bétail et à l'extraction minière illégale.

La criminalité liée aux ressources non renouvelables englobe le commerce illicite de carburant et la contrebande non autorisée d'or et de diamants. Le Cameroun est une destination et une plaque tournante pour le transit, en particulier pour le carburant provenant du Nigéria et l'or et les pierres précieuses, y compris les diamants, provenant de la RCA. Les efforts récemment déployés pour lutter contre les opérations illicites, notamment la répression des envois illégaux de carburant et la réduction des droits d'exportation sur l'or afin d'encourager le commerce légal, ont contribué à réduire le trafic non réglementé d'or et de carburant, bien que leur impact soit limité. Si les activités minières sont réglementées sur le papier, la faiblesse des mesures d'application permet à des opérations non autorisées de fonctionner. Bien qu'il soit très répandu et génère de la valeur, ce commerce est principalement le fait de petits opérateurs, et seuls les crimes liés au carburant ont potentiellement un impact social plus large.

DROGUES

Le Cameroun est une plaque tournante majeure pour l'importation et le transbordement du cannabis produit localement et dans la région, et les itinéraires du trafic utilisent les ports maritimes et les aéroports. La production est concentrée dans le Sud-Ouest et le Nord-Ouest, et la plupart des exportations sont destinées au Nigéria. Le cannabis est illégal mais largement consommé, en particulier chez les jeunes, en raison de son prix abordable. La forte augmentation signalée de la consommation de drogues dans la région de l'Extrême-Nord est liée aux insurgés de Boko Haram. Le tramadol est la principale drogue de synthèse préoccupante, et les itinéraires de trafic vont de l'Inde à l'Afrique de l'Ouest. La distribution couvre les marchés nationaux et régionaux, et la consommation est répandue parmi les jeunes, les motocyclistes et les chauffeurs de taxi. Les groupes armés non étatiques contrôleraient une grande partie de ce commerce. Malgré les efforts de contrôle sur les bords de route, les ventes illégales persistent. Les niveaux de trafic et de consommation de tramadol et de méthamphétamine sont élevés. Le Cameroun est un point de transit et de destination pour l'héroïne, mais le marché a une influence limitée sur la société. De même, le marché de la cocaïne a un impact relativement faible. La consommation serait en augmentation, mais aucune donnée complète n'est disponible.

CRIMINALITÉ CYBERDÉPENDANTE

La criminalité cyberdépendante est en augmentation au Cameroun, en particulier les cas de ransomware, de logiciels malveillants et de piratage. Même si ces crimes constituent une menace croissante, peu d'informations sont disponibles. La plupart des crimes cyberdépendants visant des particuliers ne sont pas détectés car les mécanismes de signalement sont flous et méconnus.

CRIMINALITÉ FINANCIÈRE

Le marché de la criminalité financière a des répercussions négatives sur de nombreux domaines de la société, et son influence s'étend et prend de plus en plus d'importance. Les types de crimes les plus courants comprennent le détournement de fonds publics, la fraude fiscale, la fraude et d'autres formes de criminalité financière cyber-facilitée, qui entraînent des pertes financières importantes. Les cas de fraude, en particulier, auraient augmenté ces dernières années. Les escroqueries courantes comprennent les escroqueries sur Internet, l'utilisation de fausses identités pour recevoir des fonds de l'étranger et les transferts effectués via des plateformes de paiement mobile et des sociétés de transfert d'argent.

ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

Au Cameroun, les groupes de type mafieux comprennent les factions de séparatistes armés ambazoniens et les gangs de jeunes urbains qui se livrent de plus en plus au crime organisé. Certains groupes séparatistes du Nord-Ouest et du Sud-Ouest se sont transformés en organisations criminelles se livrant à la contrebande et à l'extorsion, passant ainsi d'objectifs purement politiques à des objectifs financiers. Les réseaux criminels prolifèrent, parmi lesquels des groupes

de kidnappeurs opérant dans la région de l'Adamawa, des voleurs armés et des trafiquants dans la région de l'Est, ainsi que des réseaux criminels exploitant le conflit dans les régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest. Il est important de noter que l'influence de réseaux criminels moins structurés s'étend à l'ensemble du pays. Les réseaux criminels sont impliqués dans des activités telles que le trafic de drogue, le trafic d'armes, les enlèvements, les hijacking de véhicules, le blanchiment d'argent, le commerce illégal de carburant et l'exploitation forestière illégale. Les enlèvements contre rançon par ces réseaux sont nombreux, en particulier dans les régions du Nord, de l'Est et du Sud-Ouest.

Le niveau élevé de corruption dans les institutions publiques offre potentiellement un refuge aux acteurs de la criminalité. La corruption des fonctionnaires comprend principalement le détournement de fonds publics et les abus de pouvoir. Ces pratiques facilitent d'autres activités criminelles, et certains fonctionnaires et élites politiques tireraient des revenus du trafic de carburant, de bois et d'espèces sauvages, et probablement du commerce d'or et de diamants. Les forces de l'ordre et le personnel militaire sont de plus en plus impliqués dans la gestion de ces structures criminelles.

Les acteurs étrangers ont une influence négative sur de nombreux domaines de la société et sur les structures étatiques, même si leur influence a diminué. Parmi les acteurs des pays voisins figurent des réseaux criminels du Nigéria, de la RCA, du Gabon et du Congo. Les enlèvements contre rançon sont de plus en plus fréquents, et des groupes tchadiens et centrafricains opèrent dans les zones frontalières. Des acteurs de la criminalité nigérians, notamment l'ISWAP, sont impliqués dans des activités économiques illicites dans les régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest. La fourniture de services à la population locale constitue une part importante des activités de l'ISWAP. L'organisation offre une protection aux pêcheurs, aux éleveurs et aux agriculteurs contre les violences souvent perpétrées par les militants de l'ISWAP eux-mêmes. Certains éléments suggèrent également l'implication d'acteurs de la criminalité venus d'autres régions du monde, tels que des chefs d'entreprise chinois et des fonctionnaires turcs, notamment dans la facilitation de la traite des personnes en accordant facilement des visas. Des entreprises et des négociants chinois

ont également été impliqués dans l'exploitation forestière et minière illégales. L'implication de ressortissants chinois dans le crime organisé semble toutefois diminuer, grâce au retour d'une paix relative en RCA et à la réduction de l'influence des groupes militants dans les régions anglophones.

Selon certaines sources, le Cameroun présente un risque élevé de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme, et l'on estime que des milliards de dollars auraient été blanchis dans l'économie camerounaise ces dernières années. Dans le secteur privé, les banques, les opérateurs forestiers et en lien avec les espèces sauvages les sociétés minières, les agents immobiliers, les bureaux de change, les négociants en métaux et pierres précieuses et les notaires sont quelques-uns des acteurs exposés au blanchiment d'argent ou au financement du terrorisme.

RÉSILIENCE

LEADERSHIP ET GOUVERNANCE

Le Cameroun est confronté à des défis institutionnels et de gouvernance aux origines anciennes. Le pouvoir politique est fortement centralisé, et le clientélisme de l'État ainsi que la longue présence au pouvoir du parti au pouvoir renforcent son contrôle sur les institutions électorales, les médias et les ressources publiques. Les acteurs de l'opposition sont confrontés à une répression systématique et ne peuvent pas accéder au pouvoir par des élections libres et équitables. Bien qu'il existe un cadre réglementaire pour lutter contre le crime organisé, celui-ci est faible, appliqué de manière inégale et non conforme aux normes internationales. La rhétorique politique n'est traduite en politiques et mise en œuvre que sur ordre du président. La corruption à haut niveau et l'indépendance institutionnelle limitée entravent les mesures de lutte contre la criminalité. Dans ce contexte, les violations des droits de l'homme sont monnaie courante et des cas d'exécutions arbitraires, de torture, de disparitions forcées, de restrictions à la liberté d'expression, de corruption et d'abus commis par des acteurs étatiques et non étatiques ont été signalés. Le conflit anglophone en cours et l'insurrection de Boko Haram ont encore exacerbé les problèmes de gouvernance et de sécurité.

Des procédures judiciaires très médiatisées à l'étranger ont à nouveau attiré l'attention sur les allégations de corruption impliquant des multinationales et des contrats pétroliers en Afrique de l'Ouest, notamment au Cameroun. Au niveau national, le public est très conscient de la corruption de l'État, qui est favorisée par une transparence limitée, la répression politique et l'inefficacité apparente des organismes de contrôle. Les autorités nationales font état de pertes financières substantielles dues à la corruption, qui nuisent à la prestation de services publics et au développement économique. Les initiatives législatives comprennent la numérisation des processus de passation des marchés publics via une plateforme en ligne existante, mais la mise en œuvre se heurte à des obstacles institutionnels et techniques.

L'instabilité générale et les problèmes de sécurité de longue date compliquent encore davantage les efforts de lutte contre la corruption et les réformes de la gouvernance.

Le Cameroun est partie à plusieurs conventions internationales visant à prévenir et à combattre la criminalité organisée, notamment des traités sur la corruption, le contrôle des drogues, le commerce des armes et la protection de la faune sauvage. Des défis persistent en matière de mise en œuvre et de respect des dispositions, et des efforts de réforme sont en cours. Le Cameroun prend part à la coopération bilatérale et régionale visant la traite des personnes, le trafic de drogues et d'armes, ainsi que la criminalité liée aux espèces sauvages et collabore avec INTERPOL. Le pays n'a pas conclu d'accords d'extradition avec d'autres États. Un protocole d'accord bilatéral avec le Nigéria traite de la criminalité liée aux espèces sauvages le long de la frontière commune, en mettant l'accent sur la coopération des services de répression, l'échange de renseignements et la coordination des actions contre le commerce illicite de ressources naturelles de valeur.

Le Cameroun dispose de lois pour lutter contre le blanchiment d'argent, le trafic de drogue, la corruption, le trafic d'êtres humains et les crimes contre les espèces sauvages, mais celles-ci sont insuffisantes. Par exemple, la législation sur les crimes contre les espèces sauvages est obsolète et ne reflète pas le contexte actuel de ces activités illicites. Pour y remédier, l'Assemblée nationale a adopté une loi qui est en attente de promulgation par le président. D'autres textes législatifs, tels que le code minier national, sont également obsolètes. Une particularité du droit camerounais est qu'il exige la présence de la force, de la fraude ou de la coercition pour établir clairement un cas de traite d'enfants et qu'il ne distingue pas clairement la traite des personnes du trafic d'êtres humains.

JUSTICE PÉNALE ET SÉCURITÉ

Le système judiciaire camerounais est confronté à d'importants défis structurels et opérationnels dans la lutte contre la criminalité organisée. Il s'agit notamment de l'insuffisance des ressources, de la surpopulation et de la détérioration des prisons, ainsi que de l'indépendance institutionnelle limitée par rapport au pouvoir exécutif. L'arriéré judiciaire et les poursuites limitées contribuent à l'impunité, en particulier dans les affaires impliquant des fonctionnaires soupçonnés d'activités criminelles organisées. Bien que des personnalités de premier plan aient été arrêtées, notamment dans le domaine du trafic d'espèces sauvages, peu de poursuites ont abouti. La corruption est largement perçue comme un problème majeur par le public. Des mesures législatives visant à lutter contre la criminalité organisée ont été introduites au cours de la période considérée, mais leur mise en œuvre a été entravée par des faiblesses systémiques et des limites persistantes en matière de gouvernance.

Des efforts sont déployés pour lutter contre le crime organisé grâce à une formation renforcée des forces de l'ordre, à la coopération régionale en matière de renseignement et à la participation à des initiatives internationales telles que le projet AIRCOP, qui vise à renforcer les capacités des aéroports internationaux à intercepter les passagers, le fret et le courrier à haut risque.

Les groupes conjoints chargés de l'interception dans les grands aéroports ont contribué à l'augmentation des saisies de drogues et d'autres marchandises illicites. Un groupement multi-agences réunissant des acteurs militaires, policiers et de la société civile s'est attaqué au commerce illégal de carburant. Cependant, l'efficacité des forces de l'ordre est compromise par une corruption persistante, en particulier dans les services douaniers et forestiers. Les campagnes de lutte contre la corruption sont souvent considérées comme politiquement sélectives, et les douaniers seraient motivés par des incitations financières liées au succès des interceptions, ce qui affaiblit l'efficacité des efforts des forces de l'ordre.

Le Cameroun est confronté à des défis interconnectés en matière de sécurité, d'aide humanitaire et d'infrastructures. Les conflits dans les régions de l'Extrême-Nord, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest ont entraîné des déplacements massifs de population et une instabilité, tandis que le changement climatique a aggravé l'insécurité alimentaire. Les zones frontalières avec le Nigéria, le Tchad et la RCA sont très poreuses, ce qui facilite le trafic transnational d'armes, de drogues et de ressources naturelles, malgré certaines améliorations signalées à la frontière avec la RCA. La corruption et le manque de personnel aux postes-frontières aggravent les vulnérabilités. Le crime organisé exploite la faiblesse de la surveillance au port de Douala, une plaque tournante majeure du commerce régional. Bien que le gouvernement ait adopté des réformes législatives visant les réseaux criminels, des lacunes institutionnelles persistantes ont entravé leur mise en œuvre. Les investissements dans les infrastructures, en partie soutenus par des fonds de l'UE, visent à remédier aux déficits structurels.

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

Le cadre réglementaire du Cameroun en matière de lutte contre le blanchiment d'argent est coordonné par son Agence nationale d'investigation financière qui dispose d'un pouvoir d'exécution limité. Le pays participe à un organisme régional de lutte contre le blanchiment d'argent, mais fait l'objet d'une surveillance internationale accrue en raison de lacunes stratégiques dans la lutte contre le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et le financement de la prolifération. Bien qu'il ne soit pas classé comme non conforme par l'UE, le Cameroun figure sur la liste grise du Groupe d'action financière. Des mesures législatives existent, mais leur mise en œuvre est inégale, entravée par l'absence d'une institution dédiée à la conformité. Afin de renforcer l'application de la loi, le gouvernement a organisé

des formations à l'intention des principaux acteurs du secteur public et les banques ont mis en place un système de surveillance des transactions.

L'économie est strictement réglementée, avec un contrôle des prix imposé par l'État et une liberté économique limitée. Bien que des initiatives gouvernementales telles que la stratégie nationale de développement visent à protéger les entreprises légitimes contre l'ingérence criminelle et à favoriser la croissance économique, des défis systémiques persistent. L'environnement économique a été mis à rude épreuve par l'inflation liée aux perturbations mondiales. Malgré l'augmentation des recettes pétrolières et de l'aide étrangère, des problèmes structurels tels que l'endettement élevé, la corruption endémique et le contrôle excessif de l'État entravent le développement. Des réformes visant à lutter contre le crime organisé ont été intégrées dans des stratégies nationales plus larges, mais la faiblesse de la gouvernance, la mauvaise coordination interministérielle et les conflits internes non résolus compromettent leur mise en œuvre et leur impact.

SOCIÉTÉ CIVILE ET PROTECTION SOCIALE

La réponse du Cameroun à la traite des personnes est d'une efficacité limitée et l'aide apportée aux victimes est inégale. Les tentatives visant à identifier et à soutenir les victimes de la traite ont donné des résultats mitigés. Bien qu'il existe certains services de protection, notamment des centres d'accueil, des soins de santé et une prise en charge psychosociale, des lacunes systémiques persistent. Le gouvernement ne dispose pas d'un cadre officiel pour encourager la coopération des victimes dans les procédures judiciaires et n'offre pas d'aide juridique, de conseil ou de mesures de protection aux victimes qui participent à des enquêtes ou à des procès, malgré les cas rapportés d'intimidation par les réseaux de traite. Il n'existe aucun mécanisme officiel pour soutenir les personnes consommant des drogues ou protéger les lanceurs d'alerte. Des efforts plus larges pour lutter contre le crime organisé se poursuivent dans le cadre de mesures législatives générales, mais leur mise en œuvre se heurte à des difficultés.

Les approches de lutte contre le crime organisé sont axées sur les mesures punitives, avec une importance limitée accordée à la prévention. Le gouvernement a récemment lancé des initiatives de sensibilisation ciblées, notamment une campagne avec l'Organisation internationale pour les migrations afin de lutter contre la traite des personnes et le trafic d'êtres humains dans les aéroports internationaux. Les récentes mesures législatives ont également permis d'augmenter le nombre d'enquêtes et de condamnations liées à la traite, d'améliorer la coopération transfrontalière et d'introduire des protocoles pour la protection des enfants. Toutefois, des défis subsistent, notamment le faible nombre de poursuites, le financement insuffisant et les lacunes juridiques concernant les définitions de la traite des enfants. Les allégations de complicité officielle persistent sans que les forces de l'ordre n'interviennent. Bien que le Cameroun participe à des stratégies régionales visant à prévenir diverses formes de criminalité organisée par le biais de la Force multinationale mixte, leur mise en œuvre est relativement limitée.

La société civile est active dans la lutte contre la criminalité organisée, en particulier dans des domaines tels que la traite des personnes, le trafic d'êtres humains et la criminalité liée aux espèces sauvages, où les partenariats avec l'État, notamment dans le domaine du trafic de bois et de la protection de la faune, ont été efficaces. Toutefois, les cadres législatifs régissant la participation de la société civile sont obsolètes et ne répondent pas aux normes internationales. Le gouvernement réprime de plus en plus les organisations qui critiquent ses politiques, et les relations entre l'État et les médias sont hostiles. Bien que le Cameroun possède l'un des paysages médiatiques les plus riches d'Afrique, il est dangereux pour les journalistes. Ceux-ci sont régulièrement victimes de menaces et de détentions arbitraires, ce qui contribue à une autocensure généralisée. Certains, en particulier ceux qui sont critiques ou qui s'expriment ouvertement, sont souvent exposés à des risques d'agressions verbales ou physiques, d'enlèvements et d'assassinats. Les restrictions à la liberté des médias et aux libertés civiles, ainsi que l'intensification des critiques et des manifestations, se sont accrues à l'approche des élections présidentielles d'octobre 2025.

Ce résumé a été financé en partie par une subvention du Département d'État des États-Unis. Les opinions, constatations et conclusions énoncées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du Département d'État des États-Unis.